

Introduction

Ainsi que nous l'avons souligné dans notre présentation, les analyses et les démonstrations de notre étude prennent appui sur les travaux de Jacques Rueff. Aussi, avant d'aborder le thème central du livre, il nous paraît juste de rendre hommage à l'œuvre souvent préliminaire de ce grand économiste injustement méconnu du grand public. Mais toute œuvre dit vie et celle de Jacques Rueff ne manque pas d'intérêt.

Originaire d'une famille alsacienne repliée après la défaite de 1870 à Clermont-Ferrand et ensuite à Paris, Jacques Rueff sera élevé dans la rigueur morale qui caractérisait la petite bourgeoisie d'alors.

Seul drame d'une enfance somme toute heureuse, il perdit son père, médecin, à l'âge de douze ans. Trois ans à peine après être sorti de « math sup », il entra, en 1915, dans la vie militaire. Il restera trois ans au front et terminera la guerre avec le grade de lieutenant d'artillerie en qualité d'officier de liaison auprès de l'armée américaine.

De 1919 à 1921, ce sera l'Ecole polytechnique à la sortie de laquelle il publiera, non sans mal selon ses dires, son premier livre dont le titre en dit déjà assez long sur sa conception de la vie : « Des sciences physiques aux sciences morales ». Le futur économiste s'y sert de l'art abstrait des mathématiques pour aller plus loin, c'est-à-dire vers les sciences humaines.

« Les dogmes ne sont que des artifices d'explication qui valent autant que subsistent les états de fait qu'ils ont mission d'expliquer », écrira-t-il plus tard¹. Déjà le pragmatisme perce sous le théoricien qu'il s'efforce alors d'être. Cette dualité le rendra rassurant aux yeux de bien des hommes politiques, c'est ainsi qu'il pourra être à la fois le conseiller de Raymond Poincaré et de Vincent Auriol.

Jacques Rueff découvrira l'économie politique durant sa seconde année à Polytechnique. Cette découverte sera pour lui une véritable révélation, car elle lui montrera « le merveilleux agencement par l'effet duquel se coordonnent les initiatives individuelles d'une foule d'hommes, dont aucun se préoccupe sérieusement des répercussions de son activité sur la situation générale »².

Jacques Rueff constatera que ces phénomènes régulateurs sont, sous des aspects divers, la conséquence directe du mécanisme des prix. Au sortir de la Première Guerre mondiale, le dérèglement économique, qui suivit, représente un champ d'expériences unique pour un homme aussi curieux que l'était Jacques Rueff. Et ceci aussi bien sur les changes que sur l'inflation, les statistiques ou les phénomènes monétaires en général.

Après plus d'un siècle de stabilité monétaire pendant lequel rien de visible en apparence ne s'était passé, tout bougeait avec, malheureusement des conséquences dramatiques pour nombre de pays. Un esprit aussi original que celui de Rueff ne pouvait que profiter des travaux pratiques que la crise lui offrait en étude pour essayer de déterminer des remèdes et des méthodes. N'oublions pas que la science économique était alors balbutiante et qu'elle ressemblait, par bien des aspects, à la médecine vue par Molière.

Il n'existait, par exemple, aucun enseignement de la science des statistiques à l'Université de Paris. Cette étude fut comblée par les professeurs Paul Painlevé et Emile Bosel qui créèrent « l'Institut de Statistiques de l'Université de Paris ». L'un des premiers enseignants fut Jacques Rueff, frais émoulu de l'Inspection des Finances, et dont le premier cours en mai 1923 s'intitulait : « Eléments d'économie politique mathématiques : théorie des phénomènes monétaires ». Celui-ci enseignera à la Sorbonne jusqu'à la fin de 1930.

Cette période, pour le moins troublée, (du moins sur le plan monétaire) permit au jeune économiste de faire ses classes. Les dérèglements financiers de l'immédiate après-guerre lui

¹ Autobiographie, p. 33.

² Ibid.

Introduction

offrirent un terrain d'étude pour comprendre comment le monde d'avant 1914 fonctionnait grâce au mécanisme de l'Etalon/or. Celui-ci, en effet, permettait une discipline particulièrement efficace du mécanisme des prix et, par là, de toutes les balances des comptes de tous les pays. Jacques Rueff en tira des enseignements limpides : « Avant de vous exposer comment on réussit à dégrader le précieux instrument d'équilibre et de prospérité qu'était l'Etalon/or, je dois expliquer comment il fonctionnait avant 1914 : vous voyez ou plutôt vous voyez avant la guerre (celle de 1914 s'entend) que partout chaque individu trouvait ce qu'il souhaitait à peu près dans la qualité et à l'endroit où il le souhaitait. Les entreprises soucieuses d'emprunter trouvaient toujours les capitaux dont elles avaient besoin, quelle que fut l'incertitude de leurs débouchés. Toutes les professions, les plus dangereuses comme les plus rebutantes, étaient pourvues, à peu près dans la mesure où il fallait qu'elles le fussent pour que la production s'opéra normalement. Enfin, la main d'œuvre disponible était à peu près employée, **et jamais - absolument jamais - il n'avait existé de chômage permanent**¹.

Nul besoin d'être économiste pour prendre conscience de la portée de ces paroles. Les enseignements que pourraient en tirer les économistes et les hommes politiques aujourd'hui font évidence. « Assurément, continuait Rueff, il y avait des crises de temps en temps - **tous les huit ou dix ans** - mais elles étaient de courte durée et **après la période de dépression qui dépassait rarement une année**, l'activité économique reprenait sa marche ascendante².

Les qualités de polytechnicien et statisticien de Rueff renforcent la capacité d'une telle affirmation.

De Rueff, surgissait ainsi une magistrale démonstration : « Eh bien, cet état de choses lorsque vous l'imaginez consciemment, pouvez-vous imaginer qu'il soit le fait du hasard ? pouvez-vous concevoir que ce soit par un concours de circonstances fortuites que toujours, en tout instant, la quantité de moutarde produite se soit trouvée à peu près égale à la quantité consommée, ait existé pour tous les articles innombrables qui répondent à nos désirs ? ».

Il est manifeste qu'un équilibre si improbable ne pouvait être le fruit du hasard - et que, puisqu'il existait, c'était qu'un mécanisme approprié en assurait à chaque existence l'existence et le maintien.

Alors, **les économistes étaient d'accord pour admettre et enseigner que ce mécanisme était et ne pouvait être que le mécanisme des prix**³.

Bien entendu, le raisonnement de Rueff exclut, de ce fait, les économistes d'obédience marxiste qui, comme nous le soulignerons plus avant, se soustraient à la loi du marché autant qu'ils le peuvent.

Jacques Rueff précisait ainsi sa pensée : « C'est donc un mécanisme absolu et irrésistible d'une efficacité qui ne peut être mise en doute, puisqu'il ne cesse de fonctionner que lorsque l'effet qu'il tend à susciter a été obtenu »⁴.

« Or c'est bien, de toute évidence, le mécanisme des prix qui assure à chaque instant, l'orientation des activités individuelles, proportionne la production à la consommation, distribue, répartit et donne à notre monde la possibilité de durer.

Mais ce n'est pas seulement à l'intérieur d'un pays que ce mécanisme des prix apparaît essentiel. C'est surtout entre territoires monétaires différents, là où l'équilibre se trouvait assuré, avant la guerre, par le jeu de l'Etalon/or »

Cette magistrale démonstration que même un profane en économie politique peut comprendre s'achève par une conclusion du même niveau : « Eh bien, sans qu'aucune autorité

¹ In Politique économique, T. 2, p. 109-110.

² Cycle Juglar. In Politique économique, T. 2, p. 110.

³ Ibid p. 111.

⁴ Ibid p. 111.

Introduction

centrale se soit jamais préoccupée, avant la guerre, de proportionner les dettes étrangères aux créances extérieures, **elles s'équilibraient partout et toujours**, avec une extrême précision et les mouvements d'or, jamais continus, se trouvaient réduits à des montants très peu élevés »¹.

Ce système - on le perçoit bien - valait tous les FMI² du monde et, surtout, présentait un incontestable avantage : **personne, pas même la nation la plus puissante d'alors, en l'occurrence l'Angleterre, ne pouvait se soustraire à sa discipline.**

Pendant les années 1923-1927, Rueff, en plus de l'enseignement qu'il dispensait, publia plusieurs articles dans des revues françaises et, grâce à Charles Rist, un grand économiste libéral, fut l'un des inspirateurs de la remise en ordre financière du pays entreprise, en 1926, par Raymond Poincaré après la faillite - déjà ! - du cartel des gauches. Il rédigea une note sur « **le choix d'un cours de stabilisation** » qui fut remise au Président du Conseil. Cette note confirmait le cours de la livre sterling, alors monnaie de référence, à cent vingt francs. L'expérience permit de vérifier que c'était bien là le **cours optimum** pour le redressement de la balance des comptes.

Cette note eut une grande importance sur l'évolution de la pensée de son auteur, car elle fut à l'origine de la doctrine qu'il appliqua lorsque devenu, en février 1927, membre de la section financière de la Société des Nations, il fut chargé, dans un premier temps, de redresser les situations financières de la Grèce. Ce fut un succès et celui-ci se répéta lorsqu'un an plus tard il eut à s'assurer de la Bulgarie. Ensuite, ce fut le tour du Portugal où Salazar appliquait une politique de remise en ordre proche de celle qu'avait suggéré l'auteur de la note sur « le choix d'un cours de stabilisation ».

Bien que toutes ces interventions n'aient été que financières et ne laissent en aucun cas présumer une transformation économique de ces pays, il n'en demeura pas moins que la remise en ordre des finances publiques dans un si court laps de temps jetait les bases d'une politique économique qu'il restait, cependant, à déterminer.

Jacques Rueff prit alors conscience qu'une fois rétabli l'ordre financier, une politique économique devait être déterminée en complément indispensable de la politique financière.

Cela le conduisit à faire une étude sur « les fluctuations anormales du pouvoir d'achat de l'or » pour le compte du comité financier de la SDN. Il s'aperçut alors des effets **désastreux** du « Gold Exchange Standard », ce qui lui permit de comprendre par la suite les mécanismes de la crise de 1929. Le monde subissait déjà la crise lorsque Rueff donna une première conférence contradictoire avec JM Keynes sur un sujet pour le moins d'actualité : **le problème des transferts.**

En avril 1930, il fut nommé attaché financier auprès de l'Ambassade de France à Londres par le ministre des Finances de l'époque. Ce poste était d'autant plus important que la Grande-Bretagne demeurait la place financière mondiale par excellence. La double appartenance de Jacques Rueff à Polytechnique et à l'Inspection des Finances en faisait un homme destiné à évoluer dans les allées du pouvoir politique. Il sera ainsi tour à tour, écouté par Poincaré, Blum, Raynaud, Pétain - par ailleurs parrain de sa fille - Pinay, De Gaulle, etc. N'oublions pas que si l'oligarchie du pouvoir est toujours présente aujourd'hui, sa puissance était sans commune mesure en un temps où les médias n'avaient pas encore l'influence sur l'opinion qu'ils ont désormais. Aussi, un économiste qui souhaitait voir ses idées mises en pratique, se devait d'en faire partie ou du moins d'être écouté par elle.

¹ In Politique économique, T. 2, p. 111.

² Fond monétaire international, soit l'autorité centrale chargée de régulariser les flux monétaires après les accords de Bretton Woods.

Introduction

C'est peu de temps après le Vendredi noir à Wall Street, en 1929, qu'eut lieu la première réunion d'X Crise chez Boutiller. Cette association de polytechniciens comprenait des gens de gauche comme Louis Vallon et Jules Moch, et des libéraux comme Lévy, Dalsace et Rueff. X Crise ambitionnait de trouver des solutions à la crise qui bouleversait le monde entier. Les réunions se tenaient à huit clos et Claude Paillat a rappelé quels étaient leurs objectifs :

« 1/ poser le problème, car le désarroi des esprits est total devant la crise : lorsqu'un économiste nous parle de capital, de travail, d'argent... nous ne nous entendons plus sur l'idée que représente le mot. Constatons aussi que les croyances ont été ébranlées au cours des vingt dernières années. Le débat est de savoir si l'on doit revenir à l'équilibre ancien que postule l'économie libérale en décelant et combattant ses perturbations ou s'il faut admettre que la Grande Guerre, précipitant les choses, a conduit à déterminer et à admettre les orientations nouvelles qui se sont amorcées, c'est-à-dire à agir dans une économie volontariste.

2/ Faire un examen critique de la situation qui étudiera les malaises de tous ordres : financier, industriel, social, administratif, politique.

3/ Rechercher les remèdes à la situation »¹.

Aucune recette miracle ne sortira de ce laboratoire d'idées hors du commun, mais chaque membre en tira d'utiles enseignements et leurs carrières furent en général brillantes. Jacques Rueff, dans sa conférence du 8 mai 1934 devant ses camarades d'X Crise : « Pourquoi, malgré tout, je reste libéral » avouait « être resté libéral dans un monde qui a cessé de l'être ». « Vous me direz tout à l'heure, je l'espère, si je suis fou ou si c'est le reste du monde qui a perdu l'esprit », ajoutait-il à l'adresse de ses amis.

Plus de cinquante ans ont passé depuis que Rueff a posé cette question. Et avec le recul, on constate que c'est bien le monde qui était devenu fou, comme il est en train de le redevenir depuis ces vingt dernières années.

Jacques Rueff, au cours de cette conférence, prononça un véritable réquisitoire contre le dirigisme, coupable par ses interventions économiques et monétaires de détruire le régulateur naturel « qui faisait sortir l'ordre collectif du désordre des initiatives individuelles ». « Et nous avons ainsi vu se développer une économie en folie, où l'équilibre ne peut exister puisque l'on fait disparaître le mécanisme qui tend à en assurer l'existence ». C'est « **un monstrueux mensonge**, disait-il encore, que l'économie classique a fait faillite c'est-à-dire le capitalisme, car les désordres sont apparus là où l'on a remplacé le régime ancien du régulateur automatique par ce régime absurde et insensé de l'économie libérée, **qui est la négation même de l'économie libérale** ».

Pour faire fonctionner ce régime dirigiste, on en viendrait, ajoutait-il, à la création d'un organisme prenant « des décisions arbitraires, autrement dit dictatoriales... **une économie dirigée, c'est une économie qui a un dictateur** ».

Quelle magistrale leçon ! Quelle prescience ! L'Allemagne hitlérienne confirmera bientôt la justesse de ces propos en montrant concrètement ce que peut être une économie dirigée dans un monde capitaliste. Le système soviétique avait déjà donné quelques preuves de son côté. Bien entendu, à l'époque, le discours de Rueff fut accueilli avec ironie et scepticisme, quand ce n'est pas avec hostilité.

Jacques Rueff, qui est avant tout un pragmatique, se rend évidemment compte que le retour au libéralisme ne peut se faire brutalement.

Il est convaincu que le **dévolement** de l'économie libérale a créé « un état de fait que l'on ne peut vouloir modifier qu'avec des précautions extrêmes et beaucoup de lenteur ».

¹ In Dossiers secrets de la France contemporaine, p. 74.

Introduction

Après son séjour à Londres, il fut nommé, en 1934, directeur adjoint du mouvement général des fonds. Il se retrouvait ainsi au cœur du dispositif tout puissant de l'administration des Finances, en particulier pour tout ce qui touchait aux finances extérieures. Ce poste, est-il besoin de le préciser, le plaçait en première ligne après la grande crise de 1930. Il eut ainsi à s'occuper du règlement financier sarrois après le vote de la Sarre en faveur de son rattachement à l'Allemagne et du clearing¹ franco-allemand. Jacques Rueff gardait un souvenir précis de sa négociation avec le Docteur Schacht, représentant d'un pays où tout ce qu'il avait combattu, était en train de se pratiquer : « A l'occasion de cette négociation, le Docteur Schacht, ministre de l'Economie de Hitler, me fit assister à une véritable leçon de finance appliquée à la genèse de la politique de rationnement qui allait devenir sous ses auspices, sans qu'il le sut, la clé du réarmement allemand.

« Tenez, me dit-il, en me montrant un télégramme, on m'informe qu'on ne trouve plus de baignoires en zinc. Je ne vois pas les raisons de cette disette. Mais aucune importance ; je prends aujourd'hui un décret qui rationne l'achat des baignoires en zinc ».

« Ainsi m'apparut pour la première fois, en pleine lumière, le mécanisme de l'inflation réprimée. On dépense sans compter, notamment pour des fins d'armement et on interdit l'usage des surplus inflationnistes que l'on a ainsi engendré »²

Peu de temps après cette négociation, le 7 juin 1935, Pierre Laval formait son quatrième Cabinet. Le 99ème de la III^e République ! ce ministère resta tristement célèbre pour sa politique de déflation. Il fut à l'origine, par son manque de psychologie politique, de la victoire électorale de 1936 du Front Populaire.

Les adversaires de Jacques Rueff, en particulier les tenants de l'économie dirigiste, lui reprochèrent d'avoir appartenu avec ses amis de la tendance libérale d'X Crise, Raoul Dautry, le futur ministre de la reconstruction, et Claude-Joseph Guignoux, au Comité d'Experts chargé d'élaborer la politique économique de Laval.

Ces détracteurs oublient de préciser que lorsque Rueff eut connaissance du programme de Laval dont la principale caractéristique était la baisse du traitement des fonctionnaires, sa réaction fut sans appel : « Ce programme était rationnel, mais absurde. Il violait le principe que j'avais mis en œuvre dans le choix du cours de stabilisation de 1928 et dont le chômage anglais, provoqué par une parité trop élevée de la monnaie, m'avait confirmé l'inéluctable validité ». « Je me rappelle avoir fait deux demandes, l'une auprès du Président du Conseil, Pierre Laval, l'autre auprès de son confident M. Cathala, ministre de l'Agriculture, pour attirer solennellement leur attention sur la certitude des troubles auxquels ils conduisaient le pays. On me répondit que la décision du Parlement était sans appel et qu'il fallait l'exécuter »³.

Jacques Rueff était un haut fonctionnaire. Un homme politique, dans la situation, aurait probablement démissionné. Mais lui dont on avait déjà amputé le traitement, que pouvait-il faire, sinon avertir et assister, la rage au cœur, à la montée des périls.

Le mécontentement fut tel que les élections donnèrent le pouvoir à la coalition dirigée par M. Blum qui, le 4 juin 1936, fut chargé de former un gouvernement dit de Front Populaire. Un mélange de joie et aussi de méfiance submergea le pays et se transforma en une vague de grèves. Les célèbres accords de Matignon du 8 juin 1936 eurent bien du mal à faire cesser ces grèves qui avaient d'ailleurs commencé dès le lendemain de la victoire électorale de la gauche.

¹ Système de paiement régulé par un office des changes qui agit par compensations entre les dettes et les créances.

² In Autobiographie, p. 119.

³ Ibid. p. 125.

Introduction

Des déséquilibres financiers insoutenables pour les finances et l'économie du pays s'en suivirent.

Une fois de plus, le directeur adjoint du Mouvement des fonds ne peut que constater les faits : « Le gouvernement du Front Populaire, nommé le 4 juin 1936, avait pour ministre des Finances M. Vincent Auriol, socialiste au cœur généreux mais de stricte obéissance, et pour ministre de l'Economie Nationale, Charles Spinasse, socialiste lui aussi, mais orienté par son intelligence et son souci des réalités vers des solutions libérales. Si étrange que cela puisse paraître, il avait apprécié **ma position de libéral, soucieux de fins sociales**, à condition qu'elles fussent poursuivies dans l'ordre financier. Certes, les circonstances étaient peu favorables à une politique de rigueur budgétaire. Mais tous les bons esprits, à commencer par le Président du Conseil, Léon Blum, en reconnaissaient la nécessité »¹.

On est bien loin de l'image caricaturale de suppôt de Laval que ses détracteurs ont voulu faire accroire. Jacques Rueff ne servait que l'Etat et peu lui importait que le patron fut socialiste ou conservateur du moment que celui-ci oeuvrait pour l'intérêt du pays.

Il savait persuader ses interlocuteurs du bien-fondé de ses idées. Il convainquit ainsi Léon Blum de renoncer au contrôle des changes qui risquait de distendre nos liens avec les Anglo-saxons. Ceux-ci, estimait Rueff, étaient « essentiels au développement cohérent de notre politique extérieure ».

De plus, une telle politique aurait fait le jeu de Hitler. Néanmoins, quel aveu de faiblesse et de décadence de la part de la France d'alors !

Vincent Auriol, de plus en plus durement attaqué par la droite, nomma Jacques Rueff Directeur du Mouvement général des fonds le 23 novembre 1936. Cette nouvelle position l'aida à convaincre Léon Blum de la gravité de la situation. Il put alors donner sa mesure et prendre les dispositions qui s'imposaient. Claude Paillat, rappelant cette situation, s'en amuse presque : « N'est-il pas piquant de voir Rueff, pape du libéralisme, (mais qu'il tempère à l'occasion) être le pompier du gouvernement de gauche, régner en maître rue de Rivoli, donner des instructions au Gouverneur de la Banque de France, nommé par le Front Populaire ? Même avec toute la camaraderie polytechnicienne, combien doivent être perplexes les membres de la fraction dirigiste X Crise, Moch, Vallon, Bravier, Coutrot, collaborateurs ou sympathisants de l'équipe de Blum, devant l'appel à Rueff dont tout les sépare ».

Ces mesures, dont la principale fut l'obligation faite à la Banque de France de ne pouvoir retirer sa signature au Trésor et par là mettre l'Etat en faillite, furent complétées en 1937 par d'autres décisions, entre autres, une dévaluation du franc ratée par suite de l'instabilité politique de la France d'alors et de la rigidité du code du travail (la semaine de 40 heures).

Les capitaux continuèrent de quitter le pays et M. Marchandeu, ministre des Finances du gouvernement Daladier, se fit admonester par Jacques Rueff, de plus en plus inquiet devant la situation financière de la France.

A la suite d'un remaniement gouvernemental, le 1er novembre 1938, Paul Reynaud remplaça Paul Marchandeu au ministère des Finances et prépara un plan de redressement économique avec le concours d'experts tels que Yves Boutillier, Paul Baudouin auxquels s'ajouteront Jacques Rueff et Couve de Murville.

« L'arrivée de Paul Reynaud provoqua, écrit Jacques Rueff, un changement total d'atmosphère. A la résignation succédait la volonté de vaincre ; à la passivité, l'appétit de réformes rapides et efficaces »².

¹ In Autobiographie, p. 117.

² Ibid., p. 135.

Introduction

Gaston Palewski, Dominique Leca, Alfred Sauvy et Michel Debré rejoignirent bientôt cette équipe d'experts. Vingt ans avant qu'elle vint, on croit voir à l'œuvre un gouvernement de la V^e République !

Les informations et les conseils du statisticien Alfred Sauvy seront déterminants pour la suppression de la semaine de 40 heures, frein au développement de la production. L'allongement de la durée du travail représentait, en effet, l'élément essentiel du plan de redressement. Le 12 novembre 1938, Paul Reynaud présenta au Conseil des Ministres une liste impressionnante de décrets-lois qu'il compléta quelques jours plus tard.

Jacques Rueff décrit admirablement les effets de cette politique : « Ils touchaient tous les domaines de la politique financière, visant essentiellement le rétablissement de l'équilibre budgétaire par augmentation des impôts et du prix de certains services publics, ainsi que par des économies draconiennes. En même temps, ils tendaient au rétablissement du crédit et à la remise au travail qu'exigeait l'indispensable effort de préparation à la guerre. Rarement un assainissement de pareille ampleur fut accompli en aussi peu de temps »¹.

Les résultats dépassèrent les espérances et rarement le PIB fit un bon aussi important. Il est vrai que nous étions tombés bien bas !

Si les noms de Paul Reynaud et Alfred Sauvy demeurent attachés à cette réussite, il n'en reste pas moins que ce fut le travail de toute une équipe et, en particulier, de Jacques Rueff qui assura la fonction d'un gouvernement à un autre en évitant au maximum les réveils inhérents à une période troublée de l'Histoire.

Las ! Il était déjà trop tard, car l'Allemagne avait déjà une telle avance sur nous que nous ne pourrions prétendre la rattraper en quelques mois seulement.

Jacques Rueff, alors nommé sous-gouverneur de la Banque de France, exposait ainsi, avec le recul des années, cette période de sa vie : « Ainsi prenait fin pour moi une connaissance des finances publiques, constamment difficile, souvent décevante mais à laquelle je suis redevable de la formation d'une doctrine d'où allait sortir, presque entièrement déterminée, l'assainissement financier qui a marqué à la fin de décembre 58, la naissance de la V^e République »².

Jacques Rueff remplaçait à ce poste de sous-gouverneur de la Banque de France son ami Jean-Jacques Bizot, décédé. Il travaille sous la direction du gouverneur Etienne Fournier et fut chargé par Paul Reynaud, au début de la guerre, d'organiser un strict contrôle des changes. Rueff, défenseur acharné du libéralisme n'en était pas moins pragmatique et prévoyant. C'est ainsi que tout l'arsenal du contrôle des changes avait été préparé à l'automne 38 par Couve de Murville, Gurndey et lui-même. Et ceci dans le plus grand secret.

Jacques Rueff suivit le gouvernement à Bordeaux, après le 10 mai 40, et se retrouva le 18 juillet à Vichy. Ses liens personnels avec le Maréchal Pétain ont certainement joué un rôle dans son attitude d'alors. Néanmoins, dès le 22 janvier 1941, désapprouvant la politique de l'Etat français, il se retira dans la propriété de ses beaux-parents près d'Annonay. Commence alors une période de réflexion féconde puisqu'il en profita pour écrire son œuvre majeure : « L'Ordre Social ».

A partir de 1942, Rueff entretint avec son ami René Courtin de la Résistance, des liens de plus en plus étroits, et, début 1944, il prit le maquis.

Jacques Rueff devint, dès le combat de la Libération, « délégué chargé des questions économiques et financières » du préfet de l'Ardèche, alors qu'une partie de la région est encore occupée par les Allemands. En septembre 1944, il renoue des relations avec les

¹ Autobiographie, p. 150.

² Ibid., p. 163.

Introduction

autorités du ministère des Finances qui l'incitèrent à se présenter à l'Académie des sciences morales et politiques où il fut élu début décembre de la même année.

En janvier 1945, Rueff fut nommé Président de la « Délégation économique et financière de la mission militaire pour les affaires allemandes et autrichiennes ». Ses relations personnelles avec Robert Murphy lui facilitèrent les choses et il rejoignit avec Raoul Dautry et Alexandre Parodi le Général de Lattre de Tassigny en mars 1945. Il fit ainsi partie de la délégation dirigée par de Lattre de Tassigny qui signa l'acte de prise en charge de l'Allemagne vaincue.

Comme on peut le constater, la vie de Rueff ne connaît pas de temps mort puisqu'à peine la guerre terminée, il se retrouve dans les allées du pouvoir à éclairer celui-ci de ses conseils et de ses avis. Après un séjour à Moscou, il fut, en novembre 1945, élu président de la conférence sur les réparations de guerre allemande. Il sut alors se servir de ses relations privilégiées avec les Anglo-saxons et il devint le président en titre de l'agence interalliée des réparations en qualité de représentant de notre pays. Il assiste alors à la mise en place du Plan Marshall dont les objectifs étaient à l'opposé de l'agence qu'il dirigeait ! Après un cours intermède en 49 et 50 comme ministre d'Etat de la Principauté de Monaco et un bref retour au sein de l'agence interalliée des réparations, Jacques Rueff fut choisi par le gouvernement Pinay¹ comme Juge français auprès de la Cour de Justice de la CECA. Il conserva la même fonction auprès de la communauté européenne après la signature du Traité de Rome le 25 mars 1957. Placé au cœur du problème européen, il réalisa que l'Europe ne se ferait pas si la France ne mettait pas de l'ordre dans ses finances et n'ouvrait pas ses frontières après des siècles de protectionnisme. Le grand libéral, qu'il était, se trouvait placé à un poste idéal pour voir combien s'avéraient urgentes de telles mesures.

Lorsque le Général De Gaulle prit la tête du gouvernement en juin 1958. Jacques Rueff obtint un congé pour s'attacher à la mise en œuvre de ce qui restera comme la grande mission de son existence : **l'assainissement des finances de la France.**

La France que prit en main le Général De Gaulle était en bien piteux état en raison, en particulier, de la guerre d'Algérie. Certes, au plan économique, le pays connaissait une certaine croissance depuis 1953, mais, au plan financier, la situation était à ce point catastrophique qu'elle risquait de mettre en cause ladite croissance. A l'évidence, la déliquescence des pouvoirs publics y participait beaucoup. L'argent des possédants trouvait refuge en Suisse ou ailleurs. Le déficit du budget battait des records ainsi que celui de la balance des paiements.

Jean Lacouture dans son monumental « De Gaulle » souligne les faits : « C'est là qu'est le maillon faible, c'est là qu'il (De Gaulle) a besoin de l'effort le plus soutenu - auquel il ne manque pas d'apporter sa contribution mais il ne laisse jamais à Pompidou ni à quiconque de **lui faire** des finances ajustées à sa politique. Il prendra constamment cette part de l'effort et des responsabilités qu'elle implique. Et c'est lui qui prendra les décisions »². Et Lacouture continue son récit : « Cette économie riche de virtualités souffrait de deux maux apparemment inguérissables : **l'inflation la minait, le protectionnisme la faisait vivre en recluse** »³.

De Gaulle eut l'habileté de choisir un ministre des Finances, Antoine Pinay, qui inspirait confiance aux possédants. M. Pinay recommença ce qu'il avait déjà fait lors de son passage aux affaires en 1952 : il lança des emprunts très profitables à ceux qui y souscrivaient, mais beaucoup moins à l'Etat emprunteur. Cet expédient apporta toutefois de la trésorerie et

¹ dont il avait été le conseiller, lorsque ce dernier était Président du Conseil en 1952.

² 1953 étant l'année où la reconstruction était pratiquement terminée.

³ In De Gaulle, T. 2, p. 666.

permet de couvrir les échéances les plus urgentes. « Le règne, constata Lacouture, commença par une prime au capital et une amnistie à la spéculation : nécessité fait loi »⁴. Mais De Gaulle ne veut pas seulement colmater les brèches les plus criantes, il tient à un plan d'ensemble à long terme. Or, M. Pinay est tout sauf « l'homme des plans et des perspectives audacieuses »⁵. C'est alors que sort de l'ombre Jacques Rueff qui, le 10 juin 1958, avait adressé au nouveau ministre une note intitulée : « Eléments pour un programme de rénovation économique et financière ». « Le présent gouvernement, écrivait-il, a été formé, non pour appliquer une certaine politique, mais pour rétablir les conditions nécessaires à l'existence même du pays. De ce fait, son programme ne peut être celui d'un groupe ou d'un parti, mais seulement celui de tous les Français qui veulent que leur pays continue à exister »¹. Le grand économiste, armé de son expérience et de ses connaissances, se montre prêt à prendre la situation à bras le corps et cela en dehors de toute démagogie. La conclusion ne laisse pas de doute là-dessus : « La clé de cette politique est la restauration d'une monnaie française »².

Jacques Rueff avait en tant que Juge de la CECA à voir de près l'étonnant redressement opéré par la RFA à partir de 1949. Cet exemple lui avait montré que rien de sérieux et de durable ne pourrait être entrepris si cette restauration de la monnaie n'était pas accomplie dans un très court laps de temps. Comme il aimait à le dire : « La technique de la liberté, c'est l'ordre financier... Exigez l'ordre financier ou acceptez l'esclavage »³.

Jean Lacouture ne s'y trompe pas lorsqu'il souligne que « nul personnage n'était mieux que cet intellectuel fait pour effaroucher Antoine Pinay et pour séduire Charles De Gaulle. Le second s'est rendu à peu près à son combat. Mais pas le premier ».

« Savait-il à quel point Jacques Rueff goûtait peu ses conceptions économiques, ayant fort brocardé la politique de confiance sur laquelle s'était fondée l'expérience Pinay de 1952 ? Ce dernier accepta tout de même, sous la pression du Général et de Roger Goetze qui lui en imposaient, de recevoir Rueff et discuter ses vues »⁴.

Antoine Pinay accepta donc le 30 septembre 1958 que Rueff forme un petit comité pour « lui faire un rapport sur l'ensemble du problème financier et lui présenter toutes suggestions utiles pour la mise en œuvre des pouvoirs spéciaux que le référendum du 28 août 1958 avait attribué au gouvernement »⁵.

Dès le 7 novembre suivant, le projet fut présenté à Georges Pompidou, alors Directeur de Cabinet de Charles De Gaulle, qui apprécia le travail.

Enfin, le 18 novembre, une réunion se tint à Matignon en présence de De Gaulle, Pinay, Pompidou, Goetze, Baumgartner, alors Gouverneur de la Banque de France et, bien sûr, Rueff. L'intégralité du plan fut adoptée ainsi que nous le décrivions plus avant »⁶.

Le 25 Novembre, le Général De Gaulle convoqua Rueff pour s'entretenir avec lui de mise en application du plan.

Vers la fin de l'entretien, le Général De Gaulle s'exclama : « Toutes vos recommandations sont excellentes, mais si je les applique intégralement et qu'il ne se passe rien, aura-t-il valu vraiment la peine de bouleverser le pays ? ». « Je vous affirme, mon Général, répliqua Rueff, que le plan, s'il est intégralement appliqué, rétablira en très peu de

⁴ Ibid., p. 667.

⁵ Ibid., p. 668.

¹ In De Gaulle, T. 2, p. 667.

² Ibid., p. 668.

³ Ibid., p. 669.

⁴ Ibid., p. 669.

⁵ Ibid., p. 669.

⁶ Ibid., p. 669.

Introduction

semaines l'équilibre de notre balance des paiements. De cela, je suis absolument sûr ; j'accepte que l'opinion que vous aurez de moi à l'avenir dépende entièrement du résultat obtenu »¹.

Un conseil interministériel fut convoqué par De Gaulle le 26 décembre. Il fut dramatique, mais l'autorité du Général ne se discutait pas et les mesures d'application du plan furent adoptées dans leur intégralité et publiées au Journal Officiel du 31 décembre 1958.

Comme nous le décrivons plus loin, **le redressement financier fut foudroyant**, et dès 1959, la balance des paiements et la balance commerciale devinrent positives et le restèrent de manière durable.

Le Général De Gaulle évoque longuement cette réussite du plan Rueff dans ses « Mémoires d'Espoir ». « La fin de 1959 et les trois années suivantes marquent pour notre pays une sorte de triomphe de l'expansion dans la stabilité alors que maintes idoles tenaient ces deux termes comme inconciliables. Expansion considérable puisque les taux d'accroissement du produit national brut seront : 3% pendant le second semestre 1959, 7,9% en 1960, 4,6% en 1961, 6,8% en 1962 correspondant à l'avance annuelle de la production industrielle qui atteindra en moyenne 5,4% et celle de la production agricole 5%. Stabilité éclatante, car les budgets de l'Etat seront tous bouclés en équilibre, la balance commerciale se réglera de mois en mois par un excédent constant, les réserves d'or et de devises dépasseront quatre milliards de dollars en 1962, les devises extérieures à court et à moyen terme seront à la même date intégralement remboursées. La majoration annuelle des prix de détail et de gros n'atteindra pas 3,5%. Quel succès serait plus évident ? Il aboutit d'ailleurs à une majoration effective de 4% par an du niveau de vie des Français, tandis que le chômage tombe à moins de 0,5% de la population active. En même temps, et bien que la consommation - ou, si l'on veut le bien-être - suive la progression des salaires, les dépôts dans les caisses d'épargne augmenteront de trois milliards de francs nouveaux en 1958, de quatre milliards et demi en 1959 et 1960, de cinq milliards en 1961, de six milliards en 1962, les investissements privés augmenteront chaque année de plus de 10% et les crédits affectés par l'Etat au développement équivaldront toujours à la moitié au moins des dépenses »².

Effectivement, le tableau dressé par le Général impressionne et jamais la France n'avait connu auparavant un tel développement. L'une des causes de celui-ci fut certainement l'ouverture des frontières à plus de 90% par suite de notre participation au marché commun. **Une baisse très sensible des taux d'intérêt** participa à ce succès qui permit à la France de respecter ses engagements internationaux.

Pour la première fois depuis des siècles - si l'on excepte une timide tentative sous Napoléon III - nous osions nous confronter avec la concurrence internationale. Cela obligeait nos entrepreneurs à ne plus être frileux comme ils pouvaient se le permettre sur un marché protégé.

Néanmoins, comme le précisera Jacques Rueff : « La réforme du 31 décembre 1958, bien que d'une grande ampleur, **était essentiellement financière**. Cependant, très vite, je me rendis compte que si toutes les dispositions recommandées par le plan des experts avaient été promulguées, leur application se heurtait à des domaines limités mais essentiels, **à de vives résistances et à une incompréhension profonde**.

La réforme du 27 décembre 1958 tendait à une modification radicale de la gestion des finances françaises. **Mais les hommes qui les géraient**¹ étaient ceux-là même qui, au cours de la dernière décennie, s'étaient accoutumés aux déficits et aux pratiques par lesquelles ils

¹ Lacouture, in De Gaulle, T. 2, p. 672.

² Mémoires d'Espoir, vol. 1, Le Renouveau 1958-62. Plon.

¹ Essentiellement Pinay, Giscard et Baumgartner.

Introduction

tentaient de la financer. Pour eux, la technique financière, c'était essentiellement l'art d'emprunter »².

Et Rueff d'ajouter presque aussitôt : « Mais s'ils étaient maîtres en tactique, ils ignoraient **la stratégie**. Ils n'avaient pas assimilé l'idée qui inspirait toute la politique financière que je souhaitais promouvoir. Comme le disait le rapport, elle était fondée sur la conviction que bien loin de sacrifier les investissements, la fin de l'inflation ferait naître les ressources de financement indispensables pour que soient accomplies joyeusement, sans contrôle morose, sans discrimination stérilisante, les tâches que les circonstances imposaient à la France »³.

Rueff, plus que jamais lucide, conclut ainsi : « Or, dès le lendemain de l'opération du 27 décembre 1958, les services du Ministère des Finances continuèrent ce qu'ils avaient fait la veille »⁴.

On constate à la lecture de ces lignes combien était nocif l'enseignement économique dispensé par l'ENA. Et, avec le recul des années, on réalise comment ce plan fut saboté par les soins de MM Baumgartner et Giscard d'Estaing. **Le sort du pays eut été différent** si le Général De Gaulle, accaparé par la recherche d'une solution au drame algérien, avait réalisé ce qui se tramait derrière son dos, à savoir le dévoiement des méthodes du plan Rueff.

Celui-ci, dès le 30 janvier 1959, fit part de ses inquiétudes au premier ministre d'alors, Michel Debré, mais celui-ci, ne l'oublions pas, était le fondateur de l'ENA. Il récidiva lors d'un déjeuner avec Antoine Pinay, mais le ministre s'était laissé imposer ce plan contre ses convictions profondes.

L'aveuglement de Pinay ajouté à la rigidité de vue d'un Premier Ministre préoccupé, lui aussi, par le destin de l'Algérie, ne permirent pas à Rueff de convaincre ses interlocuteurs.

Ce fut la grande erreur de la V^e République. Pour que le plan fut appliqué dans tous les domaines, une seule solution s'imposait au Président de la République : **nommer Rueff Ministre des Finances.** Le destin et les hommes en décidèrent autrement et la **France laissa passer sa chance !**

Bien que sa méthode ne fut pas ou du moins mal appliquée, Jacques Rueff ne voulait pas en rester qu'au plan financier : « Tout se passait comme si le gouvernement considérait que la réforme du 27 décembre 1958 se suffisait à elle-même ».

« J'étais d'un avis radicalement opposé. Je considérais que si elle restait ce qu'elle était - une réforme purement financière - sans prolongement économique et social, sans conséquence sur notre politique de crédit - elle était vouée à l'échec. J'envoyais de Luxembourg le 10 juin 1959 au Ministre des Finances une note sur quelques réformes indispensables »⁵. On se doute de l'accueil que fit M. Pinay à ces propositions.

Rueff ne se découragea pas et il écrivit directement au Général De Gaulle le 20 août 1959 pour lui faire part de ses inquiétudes et lui présenter quelques arguments de bon sens, dont celui-ci : « Il n'y avait aucune raison congénitale **pour que les salaires français fussent**

le tiers des salaires américains »¹.

La modernité de la pensée de cet homme éclate dans ces quelques lignes. Non, décidément, Jacques Rueff n'était pas le tenant d'une économie classique. Quant à ses

² In Autobiographie, p. 240-1.

³ Ibid., p. 240-1.

⁴ Ibid., p. 240.

⁵ In Combat pour l'ordre financier, p. 265.

¹ In Combat pour l'ordre financier, p. 265.

Introduction

détracteurs² qui s'acharnent à en faire un homme du passé, les actions et les écrits de ce grand économiste les confondent à jamais.

Michel Debré, homme de bonne volonté, à défaut d'être ouvert aux idées neuves, apporta son appui à Jacques Rueff pour la formation d'un comité comprenant les hommes les plus prestigieux au plan de l'économie : Louis Armand, Pierre Massé, Alfred Sauvy, mais aussi des représentants du patronat et de certains syndicats. Le secrétaire général du comité, Michel Albert³ fera parler de lui quelques années plus tard, lorsqu'il sera devenu commissaire au plan.

Le comité établira un « rapport sur les obstacles à l'expansion économique » qui, malheureusement, demeure lettre morte. Il garde encore aujourd'hui toute sa pertinence et seule une infime partie des réformes proposées a été accomplie.

M. Baumgartner et surtout M. Giscard d'Estaing réussirent à imposer leurs vues et **l'addition fut lourde puisque cela nous donna Mai 68**, et une suite de conséquences catastrophiques pour la France..

Notre rayonnement moral et matériel dans le monde en souffrit et l'on est que plus atterré lorsque l'on saisit ce que la politique préconisée par le rapport et servie par les deux grands hommes que furent De Gaulle et Rueff, pouvait représenter en audace et en grandeur pour notre pays.

Jacques Rueff savait aussi que le temps était compté à ses idées.

En effet, il avait pu obtenir que des mesures soient prises parce que la popularité du Général De Gaulle permettait des initiatives, car elle effaçait les clivages sociaux traditionnels, mais il savait que cela deviendrait beaucoup plus difficile au fur et à mesure que le drame algérien minait la cohésion de la nation. **Il n'ignorait pas que la minorité rigide et conservatrice de la classe dirigeante ne tarderait pas à regagner le terrain qu'elle avait perdu.** Après 1961, il était déjà trop tard et le rapport fut enfoui au fond d'un tiroir d'où il n'est jamais ressorti.

Le patronat, la gauche, et **la presse au service de l'oligarchie au pouvoir**, qui avait trouvé stupide le projet du 31 décembre 1958, triomphaient au détriment du pays et des Français.

Il restait à Rueff son prestige de par le monde et cela personne ne pouvait le lui retirer. De concert avec le Général De Gaulle, il tenta de faire prendre conscience aux Etats-Unis des dangers qu'ils faisaient courir au monde et à **eux-mêmes**. Les deux grands hommes réussirent presque, mais Mai 68 retira à la France les moyens nécessaires à la poursuite de cette politique. Il n'en demeure pas moins que la doctrine défendue par De Gaulle et Rueff reste juste et qu'il est toujours temps d'en tirer les enseignements nécessaires alors que nous sommes placés aujourd'hui dans l'œil du cyclone de la crise mondiale.

Ce dernier combat de De Gaulle et Rueff aurait d'ailleurs pu s'appeler la bataille de l'or.

Dans son « histoire de l'or », René Sedillot a raconté cette gigantesque bataille qui eut lieu dans les salons feutrés des Banques centrales.

En utilisant abusivement le « Gold Exchange Standard »¹, l'Angleterre et les Etats-Unis se sont tout simplement permis de vivre au-dessus de leurs moyens et par là, d'aller

² et quelquefois ses partisans.

³ Ce qui ne l'empêchera pas comme la majorité du monde économique d'être étonnement silencieux sur Rueff.

¹ Système qui permet de comptabiliser les monnaies de références comme la livre et le dollar au même titre que l'or dans les réserves des Banques centrales.

Introduction

doucement, mais sûrement, à la ruine. L'Angleterre y parvint dans les années 60 et les Etats-Unis approchent aujourd'hui du but.

Le déficit de la balance des paiements des Etats-Unis remonte à 1958. Ce pays a vu ses stocks d'or passer de 22.000 tonnes en 1949 à 9.670 tonnes en 1968. Une telle hémorragie aurait dû entraîner une dévaluation du dollar par rapport à l'or, mais grâce au privilège exorbitant que présente pour le dollar son statut de monnaie de réserve, les Américains ont toujours estimé que c'était aux autres monnaies de modifier leur parité.

Bien entendu, un tel système créa un climat inflationniste qui ne fit que croître jusqu'à la grande crise de 1973. Mais relisons Rueff sur ce sujet capital : « D'aucuns s'étonnent sans doute qu'en 1961, j'ai, presque seul dans le monde, osé évoquer les dangers qu'impliquait, dans son état du moment, le Système Monétaire International. Mes craintes étaient essentiellement fondées sur les ressemblances qui s'affirmaient entre l'évolution monétaire internationale des années 1958-61 et celle de la fin des années 1926-28 : même accumulation de devises anglo-saxonnes dans les réserves monétaires des pays européens, et notamment de la France, même inflation dans les pays créanciers »².

Jacques Rueff avait vu juste : mais il ne pouvait imaginer à quel point, en s'inspirant de ce qui avait été fait dans l'Allemagne hitlérienne, les Etats-Unis perfectionneraient le système au point de rendre leur monnaie inconvertible avec toutes les conséquences qu'une telle situation impliquerait.

Dans une lettre datée du 5 mai 1961, Rueff s'ouvrait au Général De Gaulle des dangers que faisait courir au Système Monétaire International le déficit de la balance des paiements des Etats-Unis. Bien entendu, **le Ministère des Finances et la Banque de France soutinrent le point de vue inverse**. De Gaulle retint néanmoins l'avertissement de son conseiller et le 4 février 1965, il prit pour la première fois position publiquement sur la nécessité de rétablir l'or comme seule et unique base des échanges internationaux. L'importance politique de son exposé fut telle que toute la presse anglo-saxonne essaya de l'amoinrir en présentant la position de De Gaulle comme l'expression d'un anti-américanisme primaire.

Pour réfuter **une vérité**, le plus simple est de la faire passer pour une provocation. C'est ce que firent les adversaires de Rueff lorsqu'il fit paraître des articles dans « Le Monde » et le « Times » des 26 et 27 septembre 1965³. L'irritabilité accrue des milieux anglo-saxons fut relayée dans les milieux officiels français où fleurirent réserves et critiques.

Les faits se sont chargés de donner raison à Jacques Rueff. La catastrophe dans lequel le monde s'engloutit est bien celle qu'il redoutait.

Mai 68 fit taire la voix de la France dans ce domaine-là comme dans d'autres. Mais aujourd'hui, il n'est que temps de revenir au système de l'Etalon/or que Rueff préconisait. En effet, celui-ci en nous contraignant à une discipline sévère, n'est-il pas le **seul moyen** qui nous oblige tous à travailler à une croissance régulière et sans inflation. Certes, cette croissance sera moins forte que celle que nous avons connue pendant les Trente Glorieuses, mais elle nous évitera des crises dévastatrices comme celle de 1929. Les détracteurs de l'Etalon/or ont beau jeu de prétendre que les conditions ne sont plus les mêmes et que, aujourd'hui, **nous savons maîtriser l'économie**. Mais les hommes - en particulier les politiques et les économistes - ne sont-ils pas atteints de fatuité lorsqu'ils prétendent pouvoir maîtriser leurs défauts et savoir résister à toutes les tentations et facilités. Les faits, tenus et multiples, accréditent d'une

² In Autobiographie, p. 259.

³ Cet article avait d'autant plus de portée que Rueff avait été nommé à l'Académie française le 1^{er} avril 1965.

Introduction

manière irréfutable les thèses de Jacques Rueff et de ceux qui, aujourd'hui, s'inspirent de ses travaux.

LES DEUX GRANDES CRISES ÉCONOMIQUES DU XX^e SIÈCLE SONT LA RÉSULTANTE DE CETTE PRÉSOMPTION À L'INFAILLIBILITÉ À LAQUELLE ÉCONOMISTES ET HOMMES POLITIQUES CÈDENT EN JOUANT LES APPRENTIS SORCIERS.

Le régime de liberté économique sous lequel l'humanité a prospéré durant cinq siècles ne présente-t-il pas pour la science économique ce que la démocratie, selon Churchill, est au régime politique ? Le moins mauvais connu à ce jour !

Les faits qui n'ont de cesse de nous rappeler les exigences de la réalité, ne peuvent être niés, quelles que soient les arguties avancées par les uns et les autres : autant la démocratie s'épanouit lorsque règnent la liberté économique et la stabilité monétaire, autant elle s'affaiblit et, quelquefois, cède la place au totalitarisme lorsque sévit le dirigisme économique.

L'exemple le moins contestable dans l'Histoire contemporaine est sans nul doute celui de la montée au pouvoir d'Adolph Hitler.

Cet événement - et les conséquences typiques qui en ont découlé - n'a pu se produire que parce que toutes les conditions requises étaient réunies : dépression profonde de l'activité économique, foultitude de chômeurs, passions politiques exacerbées, etc. Mais **la condition essentielle qui permit le maintien d'Hitler au pouvoir**, fut prise lors de la conférence de Londres du 31 juillet 1931 au cours de laquelle fut institué, **pour la première fois en temps de paix dans le monde**, le contrôle des changes dans un pays, en l'occurrence l'Allemagne.

Le régime nazi, avant même d'être institué, trouvait là **les bases de sa durée**¹ grâce à des conditions économiques faussées par l'institution du contrôle des changes et toutes les conséquences qui en découlent : clearing, inflation contenue, rationnement et donc, en prime, la possibilité de réarmer sans en payer le prix.

Nous ne savons que trop de combien de millions de morts nous sommes redevables à la situation que créa, de fait, la conférence du 31 juillet 1931.

Est-ce vraiment une raison pour recommencer et vouloir absolument que l'Histoire bégaie ?

¹ Durée quand même relative qui le condamnait à l'expansionnisme militaire.

Historique depuis 1914 et causes de la crise

1914, un monde meurt lorsqu'éclate la Première Guerre mondiale. Pour la première fois, la planète dans sa totalité s'embrase. Des empires basculent et des démocraties chancellent. Comment, dans ces conditions, le système économique, sur lequel était basé notre civilisation occidentale n'aurait-il pas été ébranlé ?

Des sommes colossales, créant des déséquilibres inouïs, furent dépensées en pure perte, uniquement pour satisfaire l'instinct de mort des nations. La vieille Europe, maîtresse du Monde jusqu'alors, ne devait pas se relever de ce séisme.

La Grande-Bretagne, cet empire sur lequel le soleil ne se couchait jamais, perdit pour toujours le rang de première puissance économique qu'elle avait occupé durant toute la seconde moitié du 19^e siècle. Les Etats-Unis, puissance en devenir, au territoire immense avec des richesses à l'échelle d'un continent, se retrouvaient créanciers des nations qui, auparavant, dominaient le monde. La Russie réorganisait sa société de fond en comble en s'appuyant sur les théories du premier économiste à avoir su allier un fait politique, « la lutte des classes » à une théorie économique fumeuse, mais dont la rigueur analytique ne faisait aucun doute.

Lorsque les armes se turent en 1918, les nations victorieuses durent reconstruire la paix et remodeler un univers qui rendrait à jamais impossible pareille tuerie. Les hommes de bonne volonté ne manquaient pas, ici et là, mais ils se montrèrent incapables d'exprimer ou d'imposer une appréciation réaliste et objective des faits et des hommes. La remise au placard de la haine demeura un vœu pieux et l'on mit en place, inconsciemment certes, les mécanismes qui, inéluctablement, conduiraient à un conflit encore plus meurtrier.

1919 : le traité de Versailles avalisa les ambitions territoriales des uns et des autres, mais ne régla rien. Certes, les destructions et les rancœurs accumulées pendant quatre ans étaient telles qu'il était vain d'espérer une quelconque modération des vainqueurs. La France, un des pays les plus touchés, ne pensait qu'aux réparations qui lui étaient dues sans trop se soucier de la solvabilité de son futur débiteur. Les Anglo-saxons, en l'occurrence les Etats-Unis et l'Angleterre se montrèrent un peu plus réalistes. Il est vrai qu'ils avaient subi moins de dommages. Néanmoins, le mercantilisme l'emporta sur l'intérêt général et une secousse **inflationniste** ébranla l'Europe et atteignit particulièrement les pays vaincus. En Allemagne, la flambée fut telle que le dollar valait, en 1923, 4,2 milliards de Marks papier !

L'importante conférence de Gênes, en avril et mai 1922, se tint dans un pareil contexte monétaire. Les experts financiers des principaux pays du monde devaient essayer de

Introduction

dénouer la crise. Les Anglo-saxons, au faite de leur puissance, proposaient la généralisation du « Gold Exchange Standard » un régime si foncièrement anglo-saxon qu'il n'avait pas encore, comme le disait ironiquement Jacques Rueff, d'appellation française en 1932. Le « Gold Exchange Standard » consistait à comptabiliser dans les actifs des banques centrales les devises anglo-saxonnes, le dollar et la livre, au même titre que l'or. Cette politique fut largement suivie et son efficacité, en tant que multiplicateur de crédit, engendra une extraordinaire prospérité économique qui, comme on le sait, durera jusqu'en 1929. Alors qu'on prétendait ainsi économiser l'or, **on masquait**, en réalité, **le déficit des balances des paiements anglaise et américaine** puisque les devises comptabilisées dans les actifs des autres banques centrales, **restaient**, en fait, **en dépôt sur leur place d'origine**. Ces devises constituaient, de par leur utilisation, **un fantastique instrument d'inflation**. Et, comme les économies occidentales étaient, contrairement à aujourd'hui, **sous un régime totalement libéral**, la chute fut d'autant plus brutale que l'ascension avait été foudroyante. Tout le système monétaire international, qui avait été faussé par cette manipulation de devises, vola en éclats. Les pays européens, subissant le contrecoup de l'écroulement de l'économie américaine, offrirent le spectacle lamentable d'une lutte permanente entre la monnaie et les prix. Comme le constatait amèrement Jacques Rueff : « Il s'agit seulement de savoir lequel des deux cédera le premier ; jusqu'à présent on a empêché la monnaie de céder qu'en renonçant à l'employer comme moyen de règlements internationaux ». L'incompétence notoire des hommes politiques d'alors fit le reste et l'économie mondiale se trouva en un rien de temps dans une situation dépressive aux conséquences tragiques pour des millions de gens : chômage, tensions sociales, misère, désespoir moral, etc.

Les économistes du moment se penchèrent sur le malade à la manière des médecins de Molière. Ils constataient le mal mais ne savaient comment le diagnostiquer et, surtout, leurs remèdes paraissaient souvent pires que la maladie. Néanmoins, un homme se détacha du lot des praticiens : John Maynard Keynes. Les connaissances économiques de ce docteur en économie de Cambridge étaient incontestables et la renommée de ce futur lord sera mondiale. Les théories de Keynes, qui seront violemment contestées par la suite, tenaient en une relance économique financée par le déficit budgétaire. Keynes, obsédé comme les responsables d'alors par l'emploi, instituait volontairement un système inflationniste. Cette méthode donna, étant donné la situation, quelques résultats, mais ne régla rien tant la dépression était profonde.

Il fallut attendre **les dévaluations en cascade** de toutes les monnaies pour que l'économie mondiale se redresse et que l'on puisse enfin venir à bout de la rigidité des prix. Le rattachement du dollar à l'or (35 \$ l'once), **décidé en 1934 par F. D. Roosevelt** donna ses bases au futur système monétaire international. Mais, en attendant, le protectionnisme et le contrôle des changes firent encore bien des ravages et le chômage sévit jusqu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale, sauf dans les pays totalitaires qui le résorbèrent artificiellement par les moyens indiqués précédemment.

1939 : la Seconde Guerre mondiale, inévitable depuis la guerre d'Espagne et les diverses lâchetés depuis 1934 des démocraties occidentales, acheva de démanteler et de ruiner l'Europe. Seule, l'Angleterre résista, mais au prix de son abaissement économique devant son allié d'outre-Atlantique. Les morts et les destructions furent, progrès oblige, bien plus nombreux que lors du premier conflit mondial. Ravagé et ruiné, lorsque les hostilités s'achevèrent en mai 1945, le Continent Européen, dont le sort avait été réglé lors de la conférence de Yalta où Roosevelt et Staline firent peu de cas des objections de Churchill, fut

Introduction

de plus dépecé en grande partie au profit de l'URSS, puissance totalitaire et impérialiste, qui étendit son influence bottée et casquée sur toute sa partie Est.

Dans la partie occidentale de l'Europe restée libre, seuls les champs de ruines et les cimetières prospéraient. Les besoins en reconstruction semblaient ne jamais pouvoir être entrepris, tant la tâche paraissait immense.

De l'autre côté de l'Atlantique, la machine économique fonctionnait à plein régime : la presque totalité des réserves d'or du monde reposait dans les caves de la Banque Centrale, le chômage avait quasiment disparu ; et la croissance équilibrée, tant espérée jadis, parachevait la victoire militaire. Auparavant, dès le 22 juillet 1944, les accords de Bretton Woods avaient créé les bases d'un nouveau système monétaire international qui consacrait définitivement la suprématie du dollar. La monnaie américaine, rattachée à l'or au cours de 35 dollars l'once, devint la devise de référence du monde entier et sa rareté sur le marché ne fit qu'accroître sa puissance. M. Keynes, présent à cette conférence, y apporta sa contribution. Si l'économie britannique dut alors s'incliner devant sa majesté le dollar, il eut la satisfaction de voir la politique qu'il préconisait dès 1936, dans « Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie » appliquée dans les années qui suivirent avant que n'éclate la crise que nous subissons présentement.

Cette politique portait en germe les causes qui furent à l'origine de la dépression actuelle. Jacques Rueff en avait souligné les dangers : « Ce que je dois vous dire, c'est que cette théorie a engendré une politique, qui a été, avec une extraordinaire rapidité, acceptée par la quasi-totalité de l'opinion économique dans le monde, et qui est devenue partie importante des programmes de presque tous les gouvernements du monde. Cette politique universellement admise, conduit à glorifier la consommation, à stigmatiser l'épargne et à indiquer qu'il n'est pour parer au sous-emploi, qu'une telle solution pratique : combler par des dépenses systématiques d'investissements, consenties par l'Etat, en cas de sous-emploi, l'insuffisance de la demande effective afin de créer des débouchés aux produits que la demande des particuliers ne saurait absorber »¹.

Et l'économiste d'ajouter : « Ce que je voudrais seulement que vous compreniez ici, c'est que cette politique, **dont je ne discute pas actuellement la légitimité**, si elle est pratiquée d'une façon généralisée dans le monde fera naître des forces exactement opposées à celles qui tendent à rétablir les équilibres économiques »².

Il convient, par ailleurs, de ne pas négliger l'importance que représente l'arme atomique dans le nouvel équilibre des forces mondiales. Bien qu'elle n'ait, fort heureusement, été utilisée que deux fois, à Hiroshima et Nagasaki, la bombe atomique bouleverserait, de par son existence, le rapport politique et militaire des forces en présence dans le monde. Depuis la mise au point de la bombe lors de la bataille de Crécy, l'humanité n'avait pas connu, dans ce domaine, pareille révolution technologique. Une fois de plus les Etats-Unis en étaient les promoteurs et, pour quelques années encore, les seuls détenteurs. Jamais depuis Rome, une nation n'avait eu autant d'atouts et de puissance concentrés entre les mains de ses dirigeants. Au monde libre qui demandait assistance et protection, les Etats-Unis eurent la clairvoyance et la générosité de proposer le plan Marshall qui permit à l'Europe d'émerger de ses ruines. Ce programme, à la fois réaliste et prodigue, devrait faire méditer et inspirer les pays dits développés dans leur plan d'aide au tiers-monde. Si l'efficacité et la réussite de ce plan ne sont plus à démontrer, il ne faut pas **occulter** les vices cachés qui, peu à peu, se développèrent derrière l'expansion retrouvée du vieux Continent.

¹ Politique économique, T. 2, p. 148.

² Politique économique, T. 2, p. 148.

Introduction

Le premier de ces vices, que l'on croyait mort et qui, en fait, n'avait jamais cessé d'exister depuis 1922, sauf entre 1934 et 1939, après la convertibilité en or du dollar rétabli par le Président Roosevelt, est le fameux « Gold Exchange Standard » que Jacques Rueff traduisit en français par « l'Etalon de Change-Or ». Convenons tout de suite que ce système monétaire n'a pas été imposé par les pays anglo-saxons, mais établi par la conférence de Gênes qui réunissait tous les financiers du monde. La démission des autres Etats, en mai/juin 1922, favorisa alors les prétentions à l'hégémonie monétaire des Etats-Unis et de l'Angleterre. Les mêmes, l'Angleterre en plus, devaient d'ailleurs **démissionner** une décennie plus tard devant les appétits territoriaux du troisième Reich.

« Les Banques d'Emission, constatait Jacques Rueff, accueillaien ce régime nouveau avec d'autant plus de faveur qu'il substituait dans leur bilan, des avoirs productifs de revenus à des lingots ou pièces d'or entièrement improductifs »³. En effet, grâce à ce système, les Banques d'Emission des autres pouvaient créer de la monnaie, non seulement contre l'or ou les créances en monnaie nationale qu'elles détenaient, mais aussi contre les devises de ces monnaies clés (dollar et livre sterling) qui, jusqu'au 15 août 1971, demeurèrent convertibles en or, du moins pour la première.

Néanmoins, grâce en grande partie au plan Marschall, les économies européennes se redressèrent et, les unes après les autres, les monnaies nationales redevinrent convertibles. Le rationnement disparut au début des années 50.

La Belgique, la Hollande et, en particulier, l'Allemagne occidentale se redonnèrent les premiers des monnaies dignes de ce nom.

Le 21 juin 1948, l'Allemagne par une réforme monétaire qui fit l'admiration du monde entier et que l'on qualifia par la suite de « Miracle allemand », redonna, **du jour au lendemain**, à une économie que l'on croyait à jamais détruite, la vigueur et la santé qui transformèrent un pays vaincu en première puissance industrielle d'Europe.

La France empêtrée dans ses problèmes coloniaux et institutionnels dut attendre le retour au pouvoir, fin mai 1958, du Général De Gaulle pour que, grâce au plan Rueff, elle puisse appuyer sa santé économique sur des bases durables. Tous les autres pays d'Europe occidentale connurent un développement important. **Tous, sauf en Angleterre.**

Nous considérons que cette simple constatation représente, en soi, un phénomène important, car elle souligne les effets dévastateurs et démobilisateurs du « Gold Exchange Standard ». Fort heureusement pour le reste de l'Europe, l'Angleterre des années cinquante et soixante n'était plus la puissance dominante qu'elle avait été le siècle d'avant. Son retard propre eut donc peu d'influence sur le développement économique du continent. Même la livre sterling qui souvent bénéficiait des libéralités du « Gold Exchange Standard », ne jouait plus un rôle qu'à l'intérieur du Commonwealth.

L'Angleterre fut victime de la faculté que donne le « Gold Exchange Standard » de ne plus contrôler le déficit de sa balance des paiements. Une nation peut alors croire à la possibilité de gagner de l'argent sans travailler et produire. L'Angleterre réagit lorsqu'elle s'aperçut que la plupart des nations du continent l'avait dépassée. Mais, malgré ses découvertes pétrolières en Mer du Nord, elle ne put endiguer son déclin. Et, lorsqu'oubliant son orgueil insulaire, elle voulut enfin adhérer au marché commun, ce lui fut refusé tant qu'elle n'aurait pas soldé ses balances sterlings. Ce qu'elle fit, reconnaissons-le, avec courage.

L'exemple de l'Angleterre illustre bien le danger que couve les Etats-Unis. Mais, il est à craindre, que ce pays n'entraîne le monde dans une catastrophe aussi grave que la crise de 1929 si, par malheur, son économie s'effondre. La seule différence étant que depuis cette

³ Politique économique, T. 2, p. 171.

Introduction

secousse financière, toute une panoplie de mesures dirigistes peuvent, par les expédients qu'elles représentent, retarder, mais non empêcher, l'issue fatale. Qu'on le veuille ou non, l'échéance n'en est pas moins inéluctable, car le problème des balances dollars est autrement plus important que ne l'était celui des balances sterling. De plus, il ne faut pas mésestimer les conséquences géopolitiques qu'aurait une pareille désintégration du pays auquel l'ensemble des nations occidentales a confié le soin de défendre le monde libre. Le parapluie américain est, n'en déplaise, lié au sort du dollar.

Cette situation, qui lie défense et monnaie, constitue le **deuxième vice caché**. Il nous faut quitter le domaine purement économique, mais je crois cela indispensable pour une parfaite approche du développement de la crise majeure qui secoue actuellement les sociétés occidentales. Economie et politique sont, par ailleurs, si étroitement liées qu'il est pratiquement impossible de les dissocier lorsqu'on veut analyser la situation mondiale.

Il est logique que le fait de confier sa défense à une tierce nation, tout en y participant dans la mesure de ses moyens amène de facto à **s'assujettir, économiquement et politiquement**, à la puissance qui assume cette charge. Il n'est pas d'exemple, **même dans les périodes historiques les plus récentes** que ce protecteur n'ait pas cherché à en abuser et à endiguer, progressivement, **tout ou partie de sa souveraineté**. Le monde occidental qui, aujourd'hui plus que jamais, a besoin du parapluie nucléaire américain, **se trouve donc dans l'obligation d'accepter tous diktats monétaires des Etats-Unis**.

Le Général De Gaulle, en créant une force de frappe nucléaire indépendante pour la France et en suivant dans sa politique monétaire les recommandations de Jacques Rueff, essaya de placer le pays dont il avait la charge hors de portée des turbulences du dollar.

Mais malheureusement, si De Gaulle et Rueff avaient raison quant à la doctrine à suivre, la majorité des Français précédée en cela par le personnel politique, ne fit pas l'effort de comprendre cette politique. Ignorance ? goût de la facilité ? Aucune réponse ne saurait établir l'exacte vérité. Néanmoins, personne ne peut nier que l'Establishment anglo-saxon participa activement, par ses campagnes de presse et ses attaques contre le franc, à la déstabilisation et à la chute ensuite du Général De Gaulle.

Du moins, dans le domaine de la défense, malgré bien des oppositions et des retards, l'œuvre entreprise par celui-ci a été continuée par ses successeurs et la France est actuellement la troisième puissance nucléaire du monde. La crédibilité de la force de frappe française est admise par les deux grands et notre pays, contrairement à la Grande-Bretagne, conserve son entière liberté de décision en matière de défense.

L'exemple français devrait inspirer la politique européenne à notre continent d'émerger de la crise. Le troisième chapitre de ce livre consacré à la politique étrangère, me permettra d'affiner les liens que j'établis entre monnaie, défense et relations extérieures.

Les effets du « Gold Exchange Standard » se firent particulièrement sentir dans les années 1960 où l'on enregistra une augmentation considérable des balances dollars. La France fut alors le seul pays à convertir presque ouvertement ses balances dollars contre des lingots d'or de Fort Knox. Certes, d'autres pays suivaient la même politique, mais ils le faisaient avec discrétion laissant la France de De Gaulle jouer les premiers rôles. Le stock d'or de la Federal Reserve ne résista pas et fondit de manière critique. Le gouvernement américain ne pouvant plus faire face et craignant que son insolvabilité n'éclate, **décréta le 17 mars 1968** que la convertibilité en or ne pourrait plus se faire **que dans les transactions avec les autorités monétaires**. Cette décision de la L. Johnson ne trompa personne ; mais comme le monde occidental dépendait politiquement des Etats-Unis, il ne pouvait moralement et politiquement, aller à l'encontre des intérêts de ce pays. **Et, de fait, la convertibilité du dollar fut purement et simplement supprimée.**

Introduction

Avant d'en arriver à cette ukase, le gouvernement américain avait employé toute une série d'expédients : swaps, émission de bons Roosa, accords généraux d'emprunts, augmentation des quotas du FMI et, finalement, droits de tirages spéciaux, cette monnaie internationale définie en or mais qui, paradoxalement, n'est pas remboursable en or !

Ces arrangements ne pouvaient pas durer et, le 15 août 1971, le Président Nixon enterrait le système monétaire international en décidant la suspension de la convertibilité du dollar et en instituant un régime de flottement généralisé des monnaies¹.

L'accord de Washington, dit du « Smithsonian Institute » du 18 décembre 1971 officialisa de jure l'initiative de Nixon.

Le dollar fut dévalué de 7,9%, ce qui impliquait un relèvement du prix de l'or de 35 à 38 dollars l'once. De fait, le dollar restait inconvertible, tant en or qu'en devise étrangère, non rattachée au système de Bretton Woods (Franc suisse).

Les forces inflationnistes, sous-jacentes jusqu'à ce jour, se déchaînèrent et anticipèrent le tremblement de terre économique qui secoua le monde libre en 1973. Dès juin 1972, l'once d'or passa à 48 dollars et elle atteignit 100 dollars l'année suivante. Devant ce déferlement, les pays européens (RFA, Danemark, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, France et un peu plus tard Suède) décidèrent de lier le sort de leurs monnaies en limitant à 2,25% l'écart propre à les séparer. Cette mesure, qui allait dans le bon sens, n'était malheureusement qu'un pansement sur une jambe de bois et le désordre monétaire ne fut en rien freiné par cette mesure. L'Europe put alors mesurer sa faiblesse politique et militaire !

Les Etats-Unis opérèrent une dernière manipulation des changes en février 1973 en dévaluant le dollar de 11,11% par rapport au franc français, de 14,97% par rapport au mark et de 18% par rapport au yen. Le gouvernement de M. Nixon essayait de faire croire qu'il entreprenait une politique de redressement financier. Mais, derrière le nuage de fumée monétaire, une réalité éclatait : **on était rentré dans l'ère de l'Etalon/dollar.**

Le résultat immédiat de cette politique fut que l'inflation recouvra l'occident **avec tout le cortège revendicatif que cela sous-entend**. Les matières premières furent prises dans cette spirale inflationniste et, la première d'entre elles, le pétrole, de par sa nature stratégique, acheva de déstabiliser les économies occidentales.

Par leur rupture avec tout étalon concret, les Etats-Unis ont enclenché **une demande** qui, normalement, comme le soulignait Jacques Rueff est « fille du désir et souveraine enchaînée ». L'Occident fut alors prisonnier de des besoins énergétiques et des exigences déraisonnables des pays producteurs. Mais, le pire était encore à venir et on le constata rapidement lorsque le Président Nixon décida de libérer les importations pétrolières, jusqu'alors contingentées aux Etats-Unis. La réaction des pays producteurs de pétrole ne se fit pas attendre et leurs revendications successives aboutirent, en décembre 1973, au quadruplement du prix de cette matière.

La crise qui suivit cette flambée du prix du pétrole, toucha d'abord les Etats-Unis en mars 1974 avant de gagner l'Europe et le Japon. Elle se caractérisait par un mouvement déflationniste touchant les revenus et par un mouvement inflationniste dû à la hausse brutale des coûts. Les balances des paiements des pays fortement importateurs de pétrole n'y résistèrent pas et devinrent déficitaires. Les gouvernements de ces Etats, sous peine de voir leur endettement croître dans d'importantes proportions, furent contraints de restreindre leur consommation intérieure pour dégager, au plus vite, un surplus à l'exportation capable de redresser un tant soit peu leurs comptes extérieurs. Il s'ensuivit, tout naturellement, **un ralentissement sensible de la croissance entraînant le développement d'une courbe de**

¹ sauf actuellement pour le yuan chinois et les monnaies du Sud Asiatique, ce qui pose problème...

Introduction

chômage exponentielle. Bien évidemment les Etats-Unis s'étant, quant à eux, affranchis des contraintes extérieures ; ils furent le seul pays industriel où les déficits augmentèrent pendant et malgré la crise. Pour sortir de ce mauvais pas, le gouvernement américain eut recours à la bonne vieille méthode keynésienne décrite plus haut et, en mars 1975, la reprise était au rendez-vous alors que l'Europe s'enfonçait dans le marasme économique. Cette expansion se prolongea pendant près de cinq ans avec une progression du PNB de 4,5% de 1976 à 1979¹.

Les premiers effets de décalage important de croissance entre les Etats-Unis et les autres pays industriels apparurent alors. L'Europe vit en effet **ses taux diminuer de moitié** et l'on constata le paradoxe suivant : les pays qui avaient fait un effort pour affronter la crise, se trouvaient pénalisés ; alors que les Etats-Unis, qui l'avaient occultée, en tiraient des bénéfices.

Cet état de fait s'est maintenu et les Etats-Unis ont pu, grâce à la suprématie du dollar, **faire financer leur croissance par les autres pays.** De 1976 à 1979, en exportant leur inflation ; et, aujourd'hui, en finançant leur déficit avec les capitaux d'autrui. Cette situation anormale, **qui résulte de la loi du plus fort**, ne pourra se perpétuer éternellement. Il y aura, tôt ou tard, un accident de parcours et l'on atteindra le fond de la crise. A moins, évidemment, que l'on ait encore recours à l'un des expédients du passé. Mais dans ce cas, on ne ferait que colmater la brèche.

Durant la présidence de Gerald Ford, **les accords de la Jamaïque en janvier 1976**, entérinèrent l'abandon des parités or des monnaies. La France, sous la conduite de V. Giscard d'Estaing, rentra dans le rang et **abandonnait la politique d'indépendance gaulliste en matière monétaire.**

La baisse des dépenses militaires décidée par le président Carter, dès le début de son mandat, en janvier 1977, facilita la reprise économique des Etats-Unis, mais valut au Président américain l'hostilité de tous les faucons de la terre. En outre, elle sema le doute dans l'esprit des Pays Européens et au Japon qui se mirent à craindre que leur protecteur ne puisse, dorénavant, assurer la charge de leur défense. Par ailleurs, pour accompagner cette reprise, presque tous les états concernés utilisèrent le déficit budgétaire pour compenser la baisse des investissements privés, suivant en cela, une fois encore la théorie de lord Keynes. Au lieu de rétablir les grands équilibres économiques, cette politique les aggrava et entretint une inflation florissante qu'augmentait encore la faiblesse du dollar qui permettait aux Etats-Unis de se montrer très agressifs sur les marchés étrangers.

Paradoxalement, l'énorme transfert de capitaux des nations industrialisées envers les pays producteurs de pétrole se passa mieux que prévu, car le système bancaire des principaux pays de l'OCDE s'empara de cette manne de dollars pour la recycler dans leur circuit et les redistribuer aux pays qui en manquaient. L'inexpérience bancaire des nouveaux détenteurs de ces avoirs facilita les choses et ils confièrent, sans aucune réticence, leur épargne aux banquiers occidentaux qui se chargèrent de la faire fructifier. Les balances dollars créées aux Etats-Unis et sur le marché des eurodollars (système lancé par la Banque Commerciale de l'Europe du Nord de Paris et par la Moscou Nordway Bank de Londres qui, détenant des dépôts de dollars pour le compte de l'URSS, les avait placés sur le marché européen pour éviter tout risque de blocage ou de confiscation de la part des USA), le tout gonflé par l'arrivée massive de pétrodollars. Ce nouveau marché produisait les mêmes effets que le « Gold Exchange Standard » en créant de la monnaie sans contrepartie de richesses.

Une inflation généralisée et constante dans le monde entier et un endettement croissant des nations, en particulier des pays du tiers-monde qui n'arrivaient plus à redresser leurs balances des paiements, furent la conséquence de ce flot de pétrodollars.

¹ Yves Coulan (La Triche).

Introduction

La reprise se nourrissant uniquement de l'inflation, la plupart des monnaies, en particulier les pays exportateurs de pétrole, virent leurs valeurs fondre. Le dollar n'échappa à ce phénomène, mais dans une moindre mesure, ce qui eut pour effet immédiat de réduire la facture pétrolière des pays importateurs. Les pays producteurs, principalement ceux de l'OPEP, constatèrent alors une baisse sensible de leurs revenus en valeur réelle. Et la balance des paiements des pays de l'OCDE redevint même positive en 1978. Les pays producteurs de pétrole profitèrent alors de la révolution iranienne en 1978 pour relever les prix de 50% cette année-là et de 50% également en 1980. Cette hausse de plus de 100% de la principale matière énergétique replaça les pays industriels dans un cycle infernal maintenant bien connu : ralentissement de l'activité dès la fin 1979, détérioration des balances des paiements des pays importateurs de pétrole et, en corollaire, nouvelle poussée du chômage.

Le processus inflationniste prit des proportions démentes pour atteindre 18,4%, le premier trimestre 1980, aux Etats-Unis. Tous les autres pays industriels furent touchés de même sauf, peut-être, la RFA qui avec une inflation de 5,7%, resta dans des normes raisonnables. Les taux d'intérêt suivirent et frôlèrent les 20% sur la place de New York. Pendant les années suivantes, l'inflation redescendit et redevint presque normale, aux environs de 4,5 en 1982, grâce au ralentissement de la demande occasionné par la cherté de l'argent.

Cet historique succinct de la crise était, je le crois, la meilleure introduction possible aux analyses qui vont suivre. En effet, les économistes ont, en général, tendance à faire naître la présente crise en 1973 ou, au plus tôt, le 15 août 1971, date à laquelle fut décidée l'inconvertibilité du dollar ; alors que, si l'on pousse la rétrospection un peu plus loin, on constate que l'on arrive aux mêmes erreurs que celles qui furent commises au lendemain de la première guerre mondiale. La seule différence avec la crise de l'entre-deux-guerres tient au fait que, aujourd'hui, l'économie mondiale est devenue beaucoup plus dirigiste sous l'influence de Marx et de Keynes.

De plus, la pharmacopée de nos économistes s'est enrichie de l'expérience qui débuta à Londres le 21 juillet 1931 et que développa, en Allemagne, le Docteur Schacht avant la guerre de 1939-45.

Néanmoins, on perçoit dans le monde, devant l'échec des expériences dirigistes, un certain désir de retour à la liberté économique ; même si les faits donnent l'impression que les choses évoluent en sens contraire. Mais ce régime de liberté, auquel inconsciemment tous les peuples aspirent, ne pourra être instauré que si l'inflation est vaincue et, par là, **si toutes les monnaies redeviennent convertibles.**

*Or, que s'est-il passé depuis (nous sommes en 2007) ? : on a baptisé « libéralisme » un laisser-faire c'est-à-dire un retrait de l'Etat dans un régime hyper-inflationniste sauf pour les salaires. Ces derniers **contenus par un chômage de masse** ont perdu du pouvoir d'achat dans presque tous les pays qui avaient bénéficié des « trente glorieuses ».*

*Par contre, les possédants (en particulier immobilier, base de la fortune bourgeoise) ont profité jusqu'à ce jour de cette inflation qui faisait apparaître dans leurs comptes une plus-value ; mais ne nous leurrions pas, ce gain est parfaitement **artificiel** et un jour ou l'autre les choses se remettront en place, si ce n'est déjà fait dans certains pays ou secteurs.*

*Ce système, **parfaitement malsain**, enrichit, souvent **sans causes**, les plus riches et appauvrit ceux qui ne possèdent pas de capital, donc creuse **les inégalités** ; jusqu'où tiendra-t-il avant soit la révolution ou ce qui est plus probable **la guerre civile...***

La France risque de faire partie des pays touchés par cette gangrène, étant donné qu'elle n'est plus aux commandes comme au XIX^e siècle, de la politique mondiale et que la terminaison de sa révolution industrielle est plus récente qu'un pays comme l'Allemagne.

*D'où l'importance qu'elle ait **une véritable politique industrielle**, intégrée à l'Europe et pouvant s'épanouir sur le monde. Pour cela, il faudrait d'abord qu'elle ait une classe dirigeante qui possède un autre esprit qu'actuellement, c'est-à-dire **qu'elle redevienne Française** et ne se laisse pas **leurrer** par une **utopie européenne** qui dissout les **nations** dans un creuset antidémocratique : la paix en Europe ne peut exister qu'entre les **Nations** qui est **le seul cadre** où la **démocratie puisse s'exercer**. Tout le reste n'est que **faux semblant** qui ne peut que nous mener, dans un premier temps, à la crise économique et, dans un deuxième temps, à la décomposition des nations, c'est-à-dire à **la guerre civile**...*

*Cette politique va à l'encontre de celle menée depuis trente ans par Giscard et Mitterrand et malheureusement en partie continuée par Chirac. Et pourtant celle-ci existe et a été lancée, excusez du peu, par certainement les hommes **les plus remarquables et considérables** que nous ayons eu au XX^e siècle, à savoir **De Gaulle et Rueff**.*

*Mais pour l'appliquer, nos dirigeants doivent avoir une **légitimité** qu'ils n'ont plus, depuis que Giscard a **trafiqué** la constitution par sa loi du 18 juin 1976.*

*Souhaitons que le peuple français se rende compte, si ce n'est déjà fait, qu'il est indispensable de renouveler **l'entière** classe dirigeante qui ne peut plus se confondre avec la seule bourgeoisie.*

*De Gaulle avait créé avec ses « compagnons de la libération » une chevalerie qui devait donner **l'exemple**.*

Espérons que celui-ci pourra perdurer dans les années à venir, sinon... !